



# VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne  
Semaine du 20 janvier 2025

### Faits saillants – Focus sur Davos

- Une édition 2025 centrée sur l'IA mais sans annonce majeure
- De vives réactions et des inquiétudes aux politiques promises par Donald Trump
- Une séquence Team France Suisse appelant au volontarisme et à l'action collective

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 23/01	Var. vs 16/01
EUR/CHF	0,9447	+ 0,8 %
USD/CHF	0,9072	- 0,4 %
SMI	12 265	+ 2,7 %
Taux 10a	0,405 %	- 1 pb

### Forum de Davos

L'édition 2025 du *World Economic Forum* (WEF) de Davos s'est déroulée du 20 au 24 janvier dans l'ombre de D. Trump, officiellement investi le jour de l'ouverture du Forum. Le nouveau Président des Etats-Unis a été le sujet de très nombreuses discussions. Le thème de cette édition du WEF, « la collaboration à l'ère de l'intelligence », n'a pas été accompagné d'annonce majeure au sujet de l'IA.

**Annonces de Donald Trump :** Investi à la Présidence des Etats-Unis le jour de l'ouverture du WEF, le 20 janvier, Donald Trump a été au cœur de tous les débats, même s'il n'était pas physiquement présent pendant le Forum. Il y a néanmoins pris la parole à distance, en visioconférence, le 23 janvier, réitérant la série d'annonces marquantes faites quelques jours auparavant (surtaxes douanières à l'encontre de la Chine, l'UE, le Mexique et le Canada, impôts parmi les plus faibles au monde pour les entreprises qui viendraient produire aux Etats-Unis, fin du Green New Deal de l'administration Biden, retrait de l'accord de Paris, etc.). Ces mesures ont suscité de vives réactions et inquiétudes au sein du Forum. En réaction, la Présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, a affirmé que l'Union européenne adopterait une posture pragmatique pour protéger ses intérêts. Cette stratégie repose notamment sur la mise en œuvre des recommandations du rapport Draghi, visant à renforcer la compétitivité et la résilience économique de l'UE. Parmi les priorités figurent la baisse des prix de l'énergie, le soutien aux investissements dans le marché unique, la simplification des formalités administratives pour les petites entreprises, et le développement des accords commerciaux. Selon le Gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, présent aussi à Davos, l'agressivité de Donald Trump pourrait paradoxalement provoquer un « réveil pour l'Europe ». Selon lui, cette situation offre en effet l'opportunité pour l'UE de réfléchir à des réformes structurelles, notamment de simplification et d'allègement de certains textes réglementaires, notamment dans le domaine financier, face à la politique américaine de dérégulation.

**Intelligence artificielle** : Cette édition 2025 du WEF, à nouveau centrée sur l'IA, n'a pas été marquée par une annonce majeure, contrairement à l'édition précédente au cours de laquelle l'EPFZ (l'École polytechnique fédérale de Zurich), l'EPFL (l'École polytechnique fédérale de Lausanne) et la Confédération avaient communiqué sur la mise en place d'un réseau de collaboration mondial. L'IA est désormais totalement intégrée par les entreprises, qui ont ainsi dépassé les débats de l'an dernier relatifs à l'intérêt ou non d'y recourir, pour désormais s'interroger sur les manières d'appliquer ses techniques dans les processus de production. L'étude « Annual Global CEO Survey », présentée à l'ouverture du Forum de Davos, montre ainsi que l'IA a définitivement intégré le monde économique suisse, neuf entreprises sur dix ayant déclaré l'utiliser, alors qu'il y a un an, elles n'étaient que 18 %.

**Accords de libre-échange** : Le 23 janvier, en marge du Forum économique mondial de Davos, le Conseiller fédéral en charge de l'économie, Guy Parmelin, et les représentants des autres États de l'AELE (Islande, Liechtenstein et Norvège) ont signé un accord de libre-échange avec le ministre du Commerce thaïlandais, en présence de la Première ministre thaïlandaise. Ce sont ainsi les premiers partenaires européens à signer un accord de libre-échange (ALE) avec la Thaïlande. La Suisse maintient ainsi sa stratégie de *Global Switzerland* qui repose sur la diversification de ses partenaires commerciaux. La veille, les pays de l'AELE avaient signé un autre accord de libre-échange, avec cette fois-ci le Kosovo. Ces différents accords doivent encore être soumis au Parlement pour approbation.

Par ailleurs, le Conseiller fédéral Guy Parmelin a déclaré que les discussions allaient commencer avec la nouvelle administration américaine en vue de relancer le projet d'accord de libre-échange entre la Suisse et les États-Unis. Comme l'a souligné le président de la Banque Nationale Suisse (BNS), Martin Schlegel, lors d'un panel au WEF, les surtaxes douanières américaines auraient un impact négatif significatif sur la Suisse, petite économie ouverte, en raison de l'importance de ses échanges commerciaux avec les États-Unis, son principal marché d'exportation.

**Réunion Team France Suisse** : Un an après sa création, la « Team France Suisse », qui rassemble l'ensemble des acteurs économiques français en Suisse – Business France Suisse, Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Suisse, opérateurs privés référencés, comité des CCEF, French Tech, Atout France et ambassade de France – s'est réunie à Davos en présence des Ministres de l'industrie et de l'énergie, M. Ferracci, du Commerce extérieur et des Français de l'étranger, L. Saint-Martin, de l'Ambassadeur délégué aux investissements internationaux, P. Cagni, et de l'Envoyée spéciale pour le Sommet sur l'action sur l'IA. Les échanges ont porté sur les derniers développements de l'IA, les enjeux géopolitiques liés à l'élection de D. Trump et les problématiques de compétitivité et d'attractivité française et européenne. Cette séquence a été l'occasion de souligner l'importance d'être unis, de mieux se fédérer et de pouvoir lutter à armes égales face à des puissances plus agressives, avec un besoin urgent de simplification tant au niveau national qu'europpéen.

## Autres

**Assurance-chômage des frontaliers** : La ministre du Travail Astrid Panosyan-Bouvet a présenté un projet de décret visant à redéfinir l'Offre Raisonnable d'Emploi (ORE) pour les demandeurs d'emploi frontaliers, afin de mieux encadrer leur durée d'indemnisation, en moyenne plus longue que l'ensemble des demandeurs d'emploi. Désormais, une offre d'emploi avec un salaire habituellement pratiqué sur le marché français sera considérée comme raisonnable à accepter pour un demandeur d'emploi frontalier, et les rémunérations plus élevées des pays limitrophes comme la Suisse ne constitueront plus la référence. Ce projet de décret est une des mesures de transposition de l'accord des partenaires sociaux relatif à l'assurance chômage de novembre 2024 (cf. [Veille économique et financière du 8 au 15 novembre 2024](#)). Selon un règlement européen, les demandeurs d'emploi frontaliers, bien qu'ayant cotisé à l'étranger, sont indemnisés par la France qui accuse un déficit de 800 M € par an vis-à-vis des pays voisins concernés. La ministre du Travail a également engagé des discussions avec ses homologues européens pour réformer les règles européennes d'indemnisation et renforcer la viabilité de l'assurance-chômage.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : [berne@dgtresor.gouv.fr](mailto:berne@dgtresor.gouv.fr)

*Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*